



# 6<sup>E</sup> FORUM SYNDICATS-OCDE-CAD

30 NOVEMBRE 2020

RAPPORT DE SYNTHÈSE

## LE RÔLE DE L'APD DANS LA GARANTIE D'UNE REPRISE ET D'UNE RÉSILIENCE FONDÉES SUR LES ODD

Le 6<sup>e</sup> Forum Syndicats-CAD a débuté par un panel de haut niveau auquel ont participé les secrétaires généraux de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC), la présidente du comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et le directeur de la Direction de la coopération pour le développement (DCD).

Lors de son intervention, Susanna Moorehead, la présidente du CAD, a souligné l'importance de l'ODD 8 et d'emplois décents pour les jeunes et les femmes. Elle a souligné les défis que devait relever l'aide publique au développement (APD) afin de mieux contribuer à l'ODD 8. Dans un contexte de baisse de l'APD, il est nécessaire de mieux orienter les ressources vers les micro-, petites et moyennes entreprises, ainsi que de mieux travailler avec le secteur privé. M<sup>me</sup> Moorehead a également insisté sur la nécessité de repenser le développement afin de lutter contre la crise, ainsi que sur l'importance d'une reprise mondiale.

Jorge Moreira da Silva, le directeur de la DCD, a attiré l'attention sur l'importance de la création d'emplois et du maintien des niveaux d'APD, mais a également souligné le rôle joué par le financement externe et mixte, qui doit devenir davantage qu'une collecte de fonds publics et privés et dépasser le statu quo afin d'atteindre les pays moins développés et cibler les secteurs sociaux. M. Moreira da Silva a également présenté le rôle du financement de la transition et expliqué en quoi l'APD devait être associée à différentes sources de financement, de différentes manières, aux différentes étapes du développement.

Sharan Burrow, secrétaire général de la CSI, a insisté sur la nécessité d'une reprise inclusive établissant des bases de défense contre les futurs chocs. Elle a fait remarquer qu'au moment de répondre à la crise, les gouvernements devraient investir dans des emplois durables afin de susciter la confiance. Des investissements spécifiques devraient être réalisés dans l'économie des soins et les emplois verts. Le secteur des soins peut offrir des emplois décents et libérer les femmes afin qu'elles participent de manière plus générale à l'économie. Investir dans des emplois dans le secteur des énergies propres peut contribuer à pallier le manque de financement afin de garantir l'accès à l'énergie. Toutefois, ces mesures doivent s'accompagner d'un dialogue social, d'un soutien à une protection sociale universelle et à des mesures pour une transition juste. M<sup>me</sup> Burrow a également souligné l'importance de la fiscalité et d'un allègement de la dette ayant pour seule conditionnalité l'alignement sur les ODD.

## DÉBAT OUVERT ENTRE LES MEMBRES DU CAD ET LES SYNDICATS

Le panel de haut niveau a été suivi d'un débat ouvert qui a débuté par l'intervention du délégué suédois du CAD, qui a montré comment la Suède œuvrait afin de favoriser le dialogue social et de faire avancer l'initiative relative à un pacte mondial.

La nécessité d'une protection sociale universelle pour assurer la reprise en Afrique a été soulignée par le représentant de la Confédération syndicale d'Afrique de l'Est, qui a également insisté



sur l'importance de couvrir de manière adéquate les travailleurs de l'économie informelle et de rechercher la durabilité grâce à un Fonds mondial pour la protection sociale. Ces propos ont été appuyés par le délégué français du CAD, qui a insisté sur l'importance de mettre en place de solides systèmes de protection sociale et a présenté l'initiative relative à la protection sociale pour tous. Il a également fait savoir que la France allait augmenter son APD.

La représentante du syndicat argentin CGT (Confédération générale du travail) a souligné l'urgence d'un allègement de la dette et l'importance de construire une économie résiliente afin d'assurer une transition juste pour des sociétés plus durables. Elle a présenté la contribution des syndicats argentins, qui ont soumis à leur gouvernement un programme visant à créer quatre millions d'emplois, à décentraliser le pays, à intégrer et connecter les villes et villages et à construire une économie agricole résiliente.

Le délégué espagnol du CAD a souligné l'importance des financements à taux préférentiel pour renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale, ainsi que l'urgence d'agir afin de soutenir les emplois décents, de garantir le respect des droits du travail et renforcer la protection sociale.

Le représentant syndical chilien a présenté les défis à relever dans le domaine de la lutte contre les inégalités et a montré que si le Chili est l'un des pays les plus riches d'Amérique latine, il est également l'un des pays les plus inégaux de la région.

L'importance de la création d'emplois a été soulignée par la déléguée finlandaise du CAD, qui a fait savoir que son pays allait revoir à la hausse son APD et expliqué que la Finlande proposait des solutions basées sur le marché afin de créer des emplois, en veillant à ce que les instruments du secteur privé se concentrent sur la création d'emplois.

Au moment de clôturer les discussions, le secrétaire général de la TUAC, Pierre Hubbard, entre autres, a attiré l'attention sur le financement insuffisant de la coopération au développement, ainsi que sur le fait que la plupart des pays sont mal partis pour atteindre les ODD. Il a également souligné que le rétablissement post-COVID-19 devait être centré sur le dialogue social, être riche en emplois et durable, en tenant compte de la protection sociale et de la protection de l'environnement et du climat.

## CONCLUSIONS ET SUGGESTION SUR LA VOIE À SUIVRE

Lors des remarques de clôture de la réunion, il a été souligné que la création d'emplois décents, la protection sociale et la lutte contre le changement climatique constituaient des éléments essentiels de la future collaboration entre le CAD et la TUAC. Les codes-objet du [Système de notification des pays créanciers \(SNPC\) relatifs au programme en faveur d'un travail décent](#), adoptés par le CAD en 2018, devraient être activement utilisés afin de nous aider à suivre les efforts déployés par les membres du CAD dans ces secteurs.

Les syndicats contribueront à ces domaines de travail dans le cadre de leur participation à la Communauté de pratique du CAD relative au financement privé du développement durable et à la future Communauté de pratique relative à la pauvreté et aux inégalités, dans laquelle l'ODD 8 devrait jouer un rôle important, de même que les ODD 1 et 10.

Il y a lieu d'étudier de manière plus approfondie les possibilités d'une future collaboration entre les syndicats et les membres du CAD en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique au moyen des investissements dans les emplois verts et d'une transition juste.